

**NOTE DE SYNTHÈSE**

---

du : Secrétariat

au : Groupe de travail VI sur la gouvernance économique

---

Objet: Note de synthèse de la réunion du 29 août 2002

---

**Résultats des travaux**

1. Ouverture de la séance par la présidence

Le président a annoncé l'ordre du jour: l'audition de Madame Maria João RODRIGUES durant la séance du matin, la poursuite de l'examen du projet de conclusions qui a été établi à la lumière des débats tenus jusqu'à présent et l'organisation du reste des travaux pour les quelques réunions qui doivent encore avoir lieu.

2. Audition de Madame Maria João RODRIGUES

Le président a présenté le professeur Rodrigues au groupe de travail, rappelant qu'elle enseignait à Lisbonne et qu'elle faisait une brillante carrière universitaire en tant que titulaire d'une chaire d'économie à l'Université de Lisbonne, tout en jouant un rôle actif au sein du gouvernement. Elle est avant tout connue pour son rôle de conseiller auprès du premier ministre, Monsieur Guterres, durant la présidence portugaise: c'est elle en effet qui a été, dans une large mesure, l'instigatrice du processus de Lisbonne, déployant les efforts nécessaires pour son lancement. Elle a en outre exercé de nombreuses autres fonctions éminentes dans les milieux tant politiques qu'universitaires.

Le professeur RODRIGUES a entamé la séance par un exposé sur les origines de la stratégie dite "de Lisbonne", ses objectifs, sa genèse et son évolution ultérieure.

À la suite de cette introduction, une séance de questions-réponses a eu lieu entre les membres du groupe et le professeur RODRIGUES, au cours de laquelle les aspects suivants ont été examinés: le rôle respectif des institutions et des parlements nationaux dans le cadre de la méthode ouverte de coordination, l'éventuelle mention de cette méthode dans le traité, la place de celle-ci par rapport à la méthode communautaire, sa légitimité démocratique, ses résultats concrets, les relations entre politique économique et politique sociale, ainsi que la mise en pratique de ladite "méthode ouverte de coordination".

### 3. Discussion sur les conclusions générales du groupe de travail

Le président a rappelé que les débats sur les différentes questions relevant du mandat du groupe avaient été regroupées autour de trois grands thèmes et que ces débats avaient permis au groupe de dégager trois ensembles d'éléments pouvant servir à l'établissement des conclusions. Au cours de sa précédente réunion, le 17 juillet 2002, le groupe avait examiné le premier ensemble (document de travail 5).

Le groupe a ensuite examiné le deuxième ensemble d'éléments figurant dans le document de travail 8:

Point 1: Certains membres se sont opposés à ce que la méthode ouverte de coordination soit mentionnée dans le traité, tandis que d'autres ont plaidé en faveur de son inscription dans le traité. Plusieurs ont mis en garde contre son inscription, celle-ci risquant de porter atteinte à la "méthode communautaire".

Point 2: Le groupe n'est pas parvenu à se mettre d'accord sur la question de l'inscription dans le traité de la participation des partenaires sociaux au processus de coordination.

Point 3: Après avoir entendu le professeur Rodrigues, la plupart des membres se sont déclarés favorables au remaniement des conclusions relatives à la stratégie de Lisbonne. Certains membres ont demandé que l'on mentionne que l'amélioration de la synchronisation et de l'harmonisation des divers processus de coordination ne nécessitait pas de modifications du traité. Il a également été rappelé que le groupe avait suggéré d'ajouter la "simplification" au nombre des objectifs.

Point 4: Le groupe a marqué son accord sur le texte actuel.

Point 5: Si certains membres se sont déclarés favorables à une modification du traité afin de permettre la prise de décisions en matière d'harmonisation fiscale, au moins en partie, à la majorité qualifiée, d'autres ont plaidé en faveur du maintien du principe de l'unanimité. Il a été fait mention de l'ultime proposition de compromis présentée durant la CIG à Nice. Le groupe a décidé qu'il reviendrait sur cette question après avoir examiné les textes adoptés à Nice.

Point 6: Le groupe a marqué son accord sur le texte tel qu'il existe actuellement.

Le président a annoncé que, à la lumière des débats, le secrétariat établirait une version consolidée révisée des trois ensembles de conclusions, comprenant, le cas échéant, des passages entre crochets, si des divergences de vues subsistaient. Cette version consolidée servira de base au rapport du groupe à la plénière de la convention. Le groupe de travail examinera et mettra définitivement au point le texte lors de ses deux dernières réunions.

#### 4. Mise à jour du calendrier des prochaines auditions

- Le président a rappelé qu'un ensemble d'auditions était prévu pour la prochaine réunion, le 13 septembre. La réunion doit avoir lieu à 13h00 et il est prévu que M. Duisenberg se joigne au groupe de travail à 13h30, suivi à 15h00 par M. Delors et à 16h30 par M. Solbes. Il a ajouté que la réunion durerait jusqu'à 18h00, soit une heure plus tard que ce qui avait été initialement prévu; il a indiqué que cela était nécessaire si le groupe de travail voulait accorder suffisamment de temps à ses invités.
- Le président a en outre confirmé que M. Akerholm, président du Comité économique et financier, était disposé à rencontrer les membres du groupe, afin de procéder à un échange de vues, lors de leur réunion du 18 septembre. M. Akerholm participera à la réunion à partir de 17h00. Madame Diamantopoulou, membre de la Commission, assistera à cette réunion.

5. Ordre du jour de la prochaine réunion

- Le président a confirmé que la prochaine réunion serait entièrement consacrée à des auditions. Les deux dernières réunions (les 18 et 27 septembre) permettront au groupe d'examiner le projet pour le troisième ensemble de conclusions (document de travail 10) et de mettre définitivement au point son rapport, qui comprendra, s'il y a lieu, des propositions de modifications du traité.
-